

Brochure n° 3617

Convention collective nationale
IDCC : 7018. – ENTREPRISES DU PAYSAGE

AVENANT N° 22 DU 5 OCTOBRE 2018

NOR : AGRS1997001M

IDCC : 7018

Entre :

Union nationale des entreprises du paysage UNEP ;

Chambre nationale des artisans des travaux publics et paysagers CNATP,

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions particulières propres aux ouvriers et employés, chapitre II, article 5 « Salaires » de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 fixées respectivement aux articles 5.1 et 5.2 sont modifiées par les dispositions suivantes :

(En euros.)

POSITION	TAUX HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT (151,67 heures)
O.1	10,17	1 542,48
O.2	10,20	1 547,03
O.3	10,30	1 562,20
O.4	10,51	1 594,05
O.5	10,90	1 653,20
O.6	11,40	1 729,04
E.1	10,17	1 542,48
E.2	10,20	1 547,03

POSITION	TAUX HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT (151,67 heures)
E.3	10,62	1 610,74
E.4	11,28	1 710,84

Article 2

Les dispositions particulières propres aux techniciens et agents de maîtrise chapitre II, article 5 « Salaires » de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 sont modifiées par les dispositions suivantes :

(En euros.)

POSITION	SALAIRE MENSUEL BRUT (pour 151,67 heures)
TAM.1	1 935
TAM.2	2 030
TAM.3	2 175
TAM.4	2 358

Article 3

Les dispositions particulières propres aux cadres, chapitre II, article 5 « Salaires » de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 fixées dans le tableau salaire annuel brut sont modifiées par les dispositions suivantes :

Les autres dispositions fixées après le tableau salaire annuel brut restent inchangées.

(En euros.)

POSITION	SALAIRE ANNUEL BRUT
C	32 000
C 1	36 895
C 2	36 895
C 3	38 590
C 4	39 750
C 5	42 450
D	D'un commun accord

Article 4

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au plus tôt au 1^{er} janvier 2019, sous réserve de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension au plus tard le 15 décembre 2018.

À défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019, les dispositions visées s'appliqueront comme suit :

– le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 5 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)